



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – mars 2023

## Sommaire

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 12 avril 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupes de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 7 mars et le 30 mars 2023 à différents endroits du pays, en Ontario, au Québec, en

Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de recherche a surtout porté sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada. Tous les groupes ont eu des discussions sur ce thème. Certains se sont longuement attardés aux enjeux entourant l'islamophobie, l'immigration et la situation de la classe moyenne au pays. Les groupes qui ont abordé ces sujets plus ciblés se composaient de résidents musulmans du Québec, de citoyens canadiens ayant immigré au Canada dans les dix dernières années et de membres de la classe moyenne confrontés à des pressions financières. Les nouvelles et les annonces du gouvernement fédéral ont également fait l'objet de discussions dans tous les groupes. Le groupe réunissant des membres des diasporas turque et syrienne a examiné la réponse du gouvernement du Canada aux séismes dévastateurs survenus en Türkiye et en Syrie.

L'étude a aussi permis d'explorer le budget fédéral de 2023. Six groupes ont fait part de leurs attentes prébudgétaires, et trois autres, de leurs impressions après la publication du document le 28 mars 2023. Plusieurs groupes ont également eu à évaluer des concepts créatifs préparés pour le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et portant sur le projet de loi C-11, *la Loi sur la diffusion en continu en ligne*. Les autres sujets dont il a été question comprenaient les comportements liés aux changements climatiques, l'agence Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) et l'initiative de Statistique Canada visant la désagrégation des données.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

#### Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans ou plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, soit les femmes âgées de 55 ans ou plus, les musulmans résidant au Québec, les membres des diasporas turque et syrienne, les jeunes adultes de 18 à 24 ans, les membres de la classe moyenne confrontés à des pressions financières, et les citoyens canadiens nés à l'étranger et ayant immigré au Canada au cours des dix dernières années.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.

- Six groupes se composaient de membres de la population générale de l'est de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Manitoba, de la ville de Québec, de l'Alberta, du Canada atlantique et de la Colombie-Britannique.
- Les six autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
  - les femmes âgées de 55 ans ou plus;
  - les musulmans résidant au Québec;
  - les membres des diasporas turque et syrienne;
  - les jeunes adultes de 18 à 24 ans;
  - les membres de la classe moyenne confrontés à des pressions financières;
  - les citoyens canadiens nés à l'étranger et ayant immigré au Canada au cours des dix dernières années.
- Les trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 88 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Est de l'Ontario	1	Anglais	7 mars	18 h à 20 h	Population générale	8
Grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba	2	Anglais	8 mars	19 h à 21 h	Population générale	8
Ville de Québec	3	Français	9 mars	18 h à 20 h	Population générale	7
Ontario	4	Anglais	14 mars	18 h à 20 h	Femmes de 55 ans ou plus	8
Collectivités rurales de l'Alberta	5	Anglais	15 mars	20 h à 22 h	Population générale	7
Grandes villes du Québec	6	Français	16 mars	18 h à 20 h	Musulmans du Québec	6
Région du Grand Toronto (RGT) et grande région de Montréal (GRM)	7	Anglais	21 mars	18 h à 20 h	Diasporas turque et syrienne	6

Grandes villes de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta	8	Anglais	22 mars	20 h à 22 h	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	8
Québec	9	Français	23 mars	18 h à 20 h	Classe moyenne, pressions financières	8
RGT	10	Anglais	28 mars	18 h à 20 h	Citoyens canadiens nés à l'étranger, ayant immigré dans les 10 dernières années	7
Grandes villes et villes de taille moyenne du Canada atlantique	11	Anglais	29 mars	17 h à 19 h	Population générale	8
Grandes villes et villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique	12	Anglais	30 mars	21 h à 23 h	Population générale	7
<b>Nombre total de participants</b>						<b>88</b>

## Principales constatations

### Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Tous les groupes ont été questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement à propos du gouvernement du Canada. Un grand nombre d'annonces et d'initiatives fédérales ont été mentionnées, notamment l'enquête sur les allégations d'ingérence de la Chine dans les dernières élections fédérales, la décision récente de la Banque du Canada de maintenir son taux d'intérêt directeur à 4,5 %, le dépôt du budget fédéral de 2023, la hausse annoncée du salaire minimum fédéral à 16,65 \$ à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, et les récents accords conclus entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires prévoyant l'augmentation des montants du Transfert canadien en matière de santé (TCS).

Les participants ont également évoqué plusieurs mesures récentes prises par le gouvernement du Canada sur la scène internationale, telles que la visite officielle du président des États-Unis à Ottawa, le soutien militaire et financier continu apporté à l'Ukraine, et l'annonce qu'IRCC autoriserait les ressortissants turcs et syriens déplacés par les tremblements de terre dans leur région à prolonger gratuitement leur statut et à continuer à étudier, travailler ou rendre visite à leur famille au Canada.

## **Réponse aux tremblements de terre en Türkiye et en Syrie (membres des diasporas turque et syrienne de la RGT et de la GRM)**

Les participants du groupe composé de membres des diasporas turque et syrienne ont parlé des puissants tremblements de terre qui ont frappé la Türkiye et la Syrie le 6 février 2023 ainsi que de la réponse du gouvernement du Canada à cette catastrophe humanitaire.

Invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à ce sujet, de nombreux participants ont évoqué l'annonce d'une aide fédérale de 10 millions de dollars pour appuyer les efforts de secours dans ces régions. Plusieurs croyaient se rappeler que le gouvernement du Canada avait également promis d'égaliser à hauteur de 10 millions de dollars les dons recueillis par la Coalition humanitaire en faveur des victimes du séisme. Beaucoup ont spontanément exprimé leur déception du fait que le gouvernement du Canada n'ait pas assuré une réponse plus immédiate sur le terrain, dans les heures qui ont suivi la catastrophe. De l'avis général, l'envoi de personnel médical, d'ingénieurs et de membres des Forces armées canadiennes (FAC) aurait grandement facilité les secours d'urgence.

Après avoir obtenu des informations sur le soutien financier et d'autre nature fourni par le gouvernement du Canada pour aider les sinistrés, plusieurs participants ont à nouveau dit regretter que le gouvernement du Canada n'ait pas fourni un soutien plus direct au lendemain du séisme. Par ailleurs, tout en se montrant reconnaissants de cette aide financière, certains souhaitaient que le gouvernement fédéral donne des détails concernant son attribution une fois arrivée en Türkiye et en Syrie.

Une autre série d'initiatives du gouvernement du Canada, reliées cette fois à l'immigration et à l'accueil des personnes touchées, a suscité des réactions largement positives dans les groupes. Plusieurs participants se sont dits fiers que le gouvernement du Canada ait pris de telles mesures pour accueillir un grand nombre de citoyens turcs et syriens déplacés par la catastrophe en leur offrant de prolonger leur séjour au Canada et en accordant la priorité à leurs demandes de visas. Selon eux, ces gestes seraient immensément utiles pour ce qui est de prêter assistance aux personnes sinistrées, et profiteraient sans doute également au Canada, de par la contribution des nouveaux arrivants à l'économie du pays.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne l'aide aux victimes du tremblement de terre, près de la moitié des participants ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie, tandis que les autres étaient indécis. Personne n'a répondu qu'il était sur la bonne voie. Faisant de nouveau allusion à l'absence d'experts et de personnel canadiens sur les lieux du sinistre, plusieurs participants qui croyaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route ont recommandé la mise sur pied d'un groupe d'intervention d'urgence prêt à être déployé n'importe où dans le monde en cas de catastrophe naturelle majeure.

De manière plus générale, au chapitre des rapports du gouvernement fédéral avec les communautés turques et syriennes établies au Canada, la plupart des participants pensaient qu'il était sur la bonne voie. Certains ont fait valoir que l'attention accordée à la diversité et au multiculturalisme partout au Canada permettait plus facilement aux personnes turques et syriennes de célébrer leur propre culture. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus sur ce plan, quelques-uns

ont suggéré d'accentuer les efforts pour mettre les membres des diasporas turque et syrienne en contact avec leurs compatriotes. Selon eux, le fait de soutenir davantage la formation de quartiers turcs et syriens (à la manière des quartiers chinois présents dans maintes villes canadiennes) aiderait à réunir les membres de ces communautés.

### **Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)**

Tous les groupes ont eu des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle et ont dit ce qu'ils pensaient de leur gestion par le gouvernement du Canada. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. La question a suscité un éventail de réponses, dont : les changements climatiques et l'environnement, les mesures pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie, la grande qualité des soins de santé canadiens, la gestion de la pandémie de COVID-19, l'immigration, la protection de la communauté 2ELGBTQI+, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'aide internationale apportée à des pays tels que l'Ukraine. Invités ensuite à signaler les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux, les participants ont cité les problèmes liés à l'inflation et à l'augmentation du coût de la vie, l'abordabilité du logement, l'accès aux soins de santé et en particulier aux soins primaires, ainsi que le coût élevé des études postsecondaires.

En ce qui concerne les enjeux que le gouvernement du Canada devait traiter en priorité, plusieurs participants ont réitéré leurs inquiétudes face à l'inflation et au coût de la vie. Ils croyaient nécessaire d'aider davantage les groupes aux prises avec des problèmes financiers, comme les aînés et les personnes handicapées qui dépendent en grande partie de prestations et de soutiens de revenu fixes. Beaucoup ont également indiqué que les soins de santé méritaient de figurer plus haut dans la liste des priorités, afin que l'on puisse régler la pénurie généralisée de médecins et d'infirmières et consacrer davantage d'investissements aux traitements en santé mentale. La question du logement abordable revêtait une grande importance aux yeux de nombreux participants; certains ont recommandé de débloquer des ressources pour accroître l'offre de logements et de sévir contre les gens qui achètent des propriétés résidentielles au Canada uniquement à des fins d'investissement.

### **Islamophobie (musulmans de grandes villes du Québec)**

Le groupe de résidents musulmans du Québec a abordé la question de l'islamophobie ainsi que les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre ce phénomène. Lorsque nous avons demandé à ces participants quels étaient les principaux enjeux touchant les musulmans au Canada, plusieurs ont évoqué ce qui leur paraissait être un manque d'équité envers leur religion par rapport aux autres cultes pratiqués au pays. Certains ont fait état d'accommodements limités pour des rituels comme la prière quotidienne et de discrimination contre les signes associés à leur religion, dont le foulard islamique. Les participants s'inquiétaient tout particulièrement des droits des musulmanes, plusieurs faisant allusion à l'adoption récente du projet de loi 21 – *Loi sur la laïcité de l'État*, qui interdit aux fonctionnaires du Québec de porter des signes religieux dans l'exercice de leurs fonctions.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie dans sa lutte contre l'islamophobie, les participants ont exprimé des points de vue partagés. Les plus positifs ont signalé les

progrès considérables obtenus au cours des dernières décennies sur le plan de la représentation des personnes musulmanes dans tous les ordres de gouvernement ainsi qu'aux plus hauts échelons des entreprises privées. Certains ont ajouté que par rapport aux générations précédentes, les Canadiens étaient aujourd'hui plus tolérants et avaient une meilleure compréhension de la religion islamique. D'autres croyaient cependant que le gouvernement du Canada devrait œuvrer davantage à la protection des droits des Canadiens musulmans et à leur intégration plus complète au sein de la société canadienne.

Plusieurs participants ont dit avoir entendu parler de la nomination par le gouvernement du Canada d'une représentante spéciale pour la lutte contre l'islamophobie. Les participants ont généralement bien accueilli la nouvelle, estimant que cette nomination permettrait d'élaborer des stratégies pour mieux éduquer le public sur les difficultés que vivent les personnes musulmanes et sur leur religion.

### **Canadiens de la classe moyenne (Québécois de la classe moyenne confrontés à des pressions financières)**

Les enjeux touchant les Canadiens de la classe moyenne ont fait l'objet d'une courte discussion dans le groupe composé de Québécois de la classe moyenne faisant face à des pressions financières. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les problèmes les plus immédiats de la classe moyenne, presque tous ont mentionné les problèmes liés à la hausse du coût de la vie. D'après plusieurs, quantité de biens et de services avaient vu leur prix augmenter au cours de la dernière année, avec des hausses marquées pour les dépenses essentielles comme l'épicerie et l'essence. Certains ont parlé d'un manque généralisé de logements abordables et du fait que les Canadiens à revenu faible et moyen avaient de plus en plus de difficulté à acheter ou louer une propriété.

Personne n'était d'accord pour dire que le gouvernement du Canada accordait suffisamment d'attention à la classe moyenne en ce moment. Au chapitre des mesures qui pourraient aider les ménages à revenu moyen, plusieurs ont suggéré d'instaurer des allègements fiscaux. Certains croyaient que le gouvernement fédéral devrait revoir les tranches d'imposition existantes et les modifier pour tenir compte du bond de l'inflation enregistré en 2022. D'autres pensaient qu'il fallait trouver le moyen d'imposer davantage les grandes sociétés, en particulier les grandes sociétés énergétiques et les chaînes d'épicerie, dont les profits avaient apparemment battu des records ces dernières années.

### **Immigration (résidents de la RGT ayant immigré dans les dix dernières années)**

Un groupe composé d'immigrants récemment installés au Canada a abordé le sujet de l'immigration. Lorsque nous leur avons demandé de citer les problèmes les plus urgents auxquels sont confrontés les immigrants au Canada, ils ont fourni une foule de réponses. Ils ont ainsi évoqué des difficultés liées à l'emploi (y compris au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers), à l'apprentissage des langues officielles du Canada, et à la disponibilité réduite des prestations pour les nouveaux immigrants titulaires d'un visa de travail ou d'études.

En ce qui concerne plus précisément le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada devait s'occuper en priorité

de simplifier ce processus. Plusieurs participants ont à nouveau souligné l'intérêt de régler le problème rapidement étant donné les pénuries de main-d'œuvre en santé et en éducation qui semblaient toucher l'ensemble du pays.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada portait suffisamment attention aux problèmes des immigrants, les participants ont émis des avis partagés. Certains ont parlé en termes élogieux de la haute importance donnée par le gouvernement fédéral à l'immigration et à l'accueil d'un plus grand nombre d'étrangers, ainsi que de ses efforts pour aider ceux qui fuient les conflits dans des pays comme l'Ukraine, l'Afghanistan et la Syrie. En revanche, plusieurs trouvaient qu'il manquait de ressources pour les nouveaux immigrants au Canada et que cela rendait très difficiles leur accès à l'emploi et leur intégration au sein de la société canadienne. Il a été mentionné que si le gouvernement fédéral comptait maintenir sa cible d'immigration élevée, il lui faudrait effectuer des investissements supplémentaires dans des domaines comme le logement abordable, les soins de santé et l'éducation afin que les collectivités canadiennes puissent gérer l'afflux.

**Budget 2023 (résidents de l'est de l'Ontario, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de Québec, Ontariennes âgées de 55 ans ou plus, résidents de collectivités rurales de l'Alberta, musulmans de grandes villes du Québec, résidents de la RGT ayant immigré dans les dix dernières années, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique)**

Neuf groupes ont discuté du nouveau budget fédéral déposé le 28 mars 2023. Dans les six groupes qui se sont réunis avant le dévoilement du budget, les participants ont partagé leurs points de vue sur les priorités qui devraient être celles du gouvernement du Canada. Dans les trois groupes qui se sont réunis après le dépôt du budget, les participants ont réagi aux domaines d'intervention privilégiés et aux initiatives annoncées.

**Attentes antérieures au budget (résidents de l'est de l'Ontario, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de Québec, Ontariennes âgées de 55 ans ou plus, résidents de collectivités rurales de l'Alberta, musulmans de grandes villes du Québec)**

Durant un exercice, les participants étaient invités à identifier les priorités et les enjeux qui selon eux devraient être inclus dans le prochain budget. Dans tous les groupes, les réponses tournaient principalement autour des soins de santé, de l'inflation et du coût de la vie, ainsi que de l'abordabilité du logement. Les autres priorités mentionnées incluaient la nécessité d'offrir une aide supplémentaire aux aînés et aux autres personnes à revenu fixe, de rendre plus accessibles les frais de scolarité au niveau postsecondaire, et de poursuivre les efforts pour combattre les changements climatiques.

Durant la discussion à savoir si le gouvernement fédéral devrait offrir un soutien accru aux entreprises canadiennes en croissance, notamment dans les secteurs de la fabrication de véhicules électriques (VE) et de la production d'énergies propres, de nombreux participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas important dans la bonne direction. Questionnés à savoir si des investissements dans ces secteurs profiteraient à l'économie canadienne, plusieurs s'attendaient à ce que ce soit le cas. À ce sujet, les

participants croyaient généralement que le secteur des énergies propres créerait de nombreux emplois spécialisés et très bien rémunérés pour les Canadiens dans les années à venir. Certains pensaient également que ces investissements permettraient au Canada de se positionner comme un chef de file mondial dans le domaine des énergies propres et de jouir d'un avantage économique important. Plusieurs participants s'attendaient à ce que ces actions entraînent des avantages sur le plan environnemental, notamment en améliorant la qualité de l'air dans leurs communautés respectives. Toutefois, quelques-uns ont exprimé des préoccupations relativement aux coûts environnementaux liés à l'extraction des matières premières utilisées dans la fabrication des batteries de véhicules électriques et se sont demandé s'il était possible d'éliminer de façon sécuritaire ou de recycler ces batteries.

**Impressions à l'égard du budget (résidents de la RGT ayant immigré dans les dix dernières années, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de la Colombie-Britannique)**

Dans les trois groupes réunis après le dépôt du budget, les participants étaient invités à partager leurs premières impressions des actions et initiatives annoncées. Les groupes étaient partagés à peu près également entre ceux qui avaient entendu parler du budget et les autres. Même si peu étaient au courant du thème ou des priorités du budget, quelques participants se rappelaient d'avoir entendu parler d'initiatives comme l'élargissement de la prestation dentaire canadienne, les mesures d'abordabilité comme le rabais unique sur l'épicerie et les actions en matière d'énergie verte et de changements climatiques.

Les participants du Canada atlantique et de la Colombie-Britannique ont été informés que les principales priorités du budget de 2023 étaient de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens, d'améliorer le système public de soins de santé et de faire croître l'économie propre. Questionnés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ces priorités, les participants étaient divisés à peu près également en deux groupes : ceux qui croyaient que c'était le cas et les autres qui étaient incertains ou dont les impressions étaient mitigées. Aucun ne croyait que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie.

Nous avons par la suite présenté à ces deux groupes une liste de mesures annoncées dans le budget qui visent à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens, et leur avons demandé de nous dire celle qui aurait selon eux le plus grand impact. Parmi ces initiatives, la décision d'augmenter la portion fédérale des bourses d'études postsecondaires de 40 % a reçu le plus grand appui des participants. Bon nombre d'entre eux croyaient que cette mesure contribuerait grandement à améliorer la situation financière des étudiants, actuels et futurs, de niveau postsecondaire au Canada. Plusieurs se sont aussi intéressés aux initiatives comme celles qui consistent à réduire les frais indésirables et à sévir contre les prêts à conditions abusives et s'entendaient pour dire qu'elles seraient fort utiles. Certains étaient d'avis que les prêteurs qui réclament des frais d'intérêt élevés profitaient souvent des gens en situation financière précaire et que ces entreprises représentaient une menace croissante pour les plus vulnérables dans un contexte où le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Les mesures visant à réduire les frais de transaction des cartes de crédit pour les petites entreprises et d'accroître la production automatisée des déclarations de revenus ont également reçu un appui

modéré de la part des participants. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral devrait s'abstenir de mettre en œuvre certaines mesures, plusieurs étaient d'avis que le remboursement unique pour l'épicerie ne serait pas efficace comme solution à long terme pour régler les problèmes d'abordabilité auxquels les Canadiens sont confrontés.

Une deuxième liste d'initiatives axées sur les améliorations à apporter au système public de soins de santé a été présentée aux participants du Canada atlantique. Presque tous ont choisi celle qui consiste à aller de l'avant avec de nouvelles ententes de financement entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques. Les participants croyaient que cette mesure aurait un impact positif sur la prestation des soins de santé partout au pays, en plus de rendre les soins beaucoup plus accessibles pour les Canadiens. Plusieurs avaient également de bons mots pour l'initiative visant à moderniser le système de soins de santé grâce à une collecte de données améliorée, et certains ont décrit la difficulté qu'ils avaient eue dans le passé à transférer leurs informations médicales d'une province à une autre. L'initiative qui consiste à préserver l'accès à l'avortement et aux autres services de santé sexuelle et reproductive a également été perçue comme un pas important dans la bonne direction, certains participants étant d'avis qu'elle contribuerait à protéger les droits des femmes au Canada.

En Colombie-Britannique, nous avons fourni aux participants de l'information concernant deux initiatives visant à faire croître l'économie propre, soit la création d'un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la production de technologies propres et d'un crédit d'impôt pour encourager les investissements visant à renforcer le réseau d'électricité propre partout au Canada. Dans le premier cas, plusieurs croyaient que l'initiative aurait un impact majeur sur l'économie et la création d'emplois. Certains s'attendaient à ce que l'utilisation accrue des énergies propres devienne une tendance mondiale dans les décennies à venir et qu'il était logique que le gouvernement du Canada appuie ce secteur. Plusieurs s'entendaient pour dire que la croissance dans ce secteur pourrait mener à la création de nombreux emplois bien rémunérés pour les travailleurs canadiens qualifiés.

En ce qui concerne le nouveau crédit d'impôt pour encourager les investissements qui visent à renforcer le réseau d'électricité propre, les participants ignoraient généralement si celui-ci contribuerait à rendre l'électricité plus abordable pour les Canadiens. Plusieurs croyaient que le succès de cette initiative dépendait largement de l'utilisation judicieuse des économies réalisées par les sociétés énergétiques qui bénéficieraient de ce crédit d'impôt. Bon nombre de participants croyaient que ce crédit d'impôt aurait probablement un impact positif à long terme sur l'environnement et que l'abandon progressif des sources d'énergie non renouvelables permettrait d'assainir l'air et d'améliorer la santé des Canadiens.

Après que nous leur ayons fourni cette information supplémentaire, les participants de la Colombie-Britannique et du Canada atlantique ont partagé leurs impressions générales sur le budget. La plupart pensaient que le budget concernait surtout les grandes sociétés et les Canadiens à faible revenu, et plusieurs auraient aimé qu'il y ait plus d'initiatives qui profiteraient directement à la classe moyenne. Bon nombre de participants ont fait valoir que les Canadiens à revenu moyen éprouvaient eux aussi des difficultés financières et qu'ils avaient besoin d'une aide supplémentaire.

### **Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de l'est de l'Ontario, résidents de Québec, jeunes adultes de grandes villes des Prairies, Québécois de la classe moyenne confrontés à des pressions financières)**

Les participants de quatre groupes ont pris part à une discussion sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) ainsi que sur des concepts visuels et des slogans qui pourraient servir à informer les Canadiens au sujet du projet de loi C-11, la *Loi sur la diffusion continue en ligne*. Quelques-uns seulement connaissaient le CRTC et son mandat. La plupart d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'un organe de réglementation chargé de surveiller le contenu diffusé aux Canadiens à la télévision, à la radio et sur Internet.

Nous avons ensuite présenté aux groupes un concept en cours d'élaboration par le CRTC, en leur expliquant que ce visuel serait utilisé dans des brochures et des panneaux, des sites Web et des plateformes de médias sociaux comme Twitter et LinkedIn. Invités à donner leurs premières impressions, de nombreux participants ont dit trouver les images assez génériques, plusieurs ajoutant qu'elles avaient l'air tirées d'une banque de photos. Dans la plupart des cas, le concept n'a pas trouvé de résonance personnelle chez les participants, mais quelques-uns étaient sensibles aux images des familles et des interactions entre plusieurs générations de Canadiens, qui leur avaient fait penser à leurs proches. En ce qui concerne les couleurs utilisées, plusieurs ont formulé des commentaires positifs sur la vivacité des couleurs et leur contraste avec les photographies en noir et blanc. Un certain nombre ne partageaient pas cet avis, et trouvaient que la palette choisie était plutôt fade ou ne contrastait pas bien avec les images et le texte. À la question de savoir s'il s'agissait de couleurs modernes, les participants ont exprimé des opinions partagées. Près de la moitié ont répondu par l'affirmative, alors que les autres prêtaient à ces couleurs un caractère plus nostalgique ou rétro.

Nous avons ensuite présenté aux participants une liste de slogans possibles pour ce concept, en leur demandant ce qu'ils pensaient de chacun. Parmi ces différents choix, c'est *Vos histoires à votre façon* qui a suscité les réactions les plus favorables. De l'avis général, cette formulation communiquait clairement que l'initiative met l'accent sur la production d'histoires canadiennes par des Canadiens. Certains participants ont noté que c'était le slogan le plus inclusif, car sa formulation semblait pouvoir englober la multitude de groupes démographiques et de communautés du Canada.

Lorsque nous leur avons demandé si le concept communiquait bien les objectifs du CRTC, les participants ont majoritairement répondu que non. Plusieurs trouvaient le concept vague et les liens entre les images et les différents slogans, ténus. D'après certains, le concept serait plus clair s'il comportait une ou deux images plutôt qu'un nuage de photos. Les participants qui n'étaient pas de cet avis ont jugé que le concept véhiculait bien la diversité et le multiculturalisme du pays à travers ses images et le message selon lequel les médias canadiens sont pour tout le monde. À la question de savoir si le concept représentait bien le CRTC, plusieurs ont répondu qu'il faudrait mettre en évidence le lien entre la campagne et l'organisme.

**Comportements associés aux changements climatiques (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de collectivités rurales de l'Alberta, jeunes adultes de grandes villes des Prairies, Québécois de la classe moyenne confrontés à des pressions financières)**

Quatre groupes ont parlé des changements climatiques et des gestes à poser pour freiner ce phénomène et devenir plus écoresponsable au quotidien. Invités à donner des exemples de gestes ou de comportements personnels qui contribueraient à atténuer les effets de changements climatiques, les participants ont répondu ce qui suit : le recyclage et le compostage, un recours accru au transport en commun, les projets de rénovation résidentielle, et le fait de privilégier les produits fabriqués au Canada.

Invités à dire quels gestes liés aux changements climatiques sont les plus faciles à poser, les participants ont de nouveau mentionné le recyclage. D'autres gestes ou habitudes cités comprenaient l'utilisation de sacs réutilisables et de tasses de voyage personnelles, l'achat de produits d'occasion, les déplacements en transport en commun et les mesures visant à réduire la consommation d'électricité et d'eau à la maison. En ce qui concerne les gestes plus difficiles à poser, beaucoup ont évoqué les coûts initiaux élevés qu'impliquent les projets de rénovation résidentielle ou l'achat d'un véhicule à zéro émission (VZE). D'autres ont fait allusion au manque d'options de transport en commun dans leur collectivité.

Même si d'après la plupart des participants, l'enjeu de l'environnement tenait à cœur à une grande partie de la population, plusieurs avaient l'impression que de nombreux Canadiens posaient peu de gestes en faveur du climat à l'heure actuelle. Il semblait à ces participants que les difficultés financières vécues par un nombre croissant de ménages dans un contexte de forte inflation font en sorte que de nombreux Canadiens n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour être plus écoresponsables au quotidien. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souciaient plus, moins ou autant des changements climatiques que la plupart des Canadiens, les participants ont été plus nombreux à répondre qu'ils s'en préoccupaient davantage dans les groupes tenus dans de grandes villes des Prairies et au Québec. Tous les participants de collectivités rurales de l'Alberta croyaient accorder autant d'importance à cet enjeu que les autres Canadiens.

Lorsque nous avons demandé aux participants à qui revenait la responsabilité d'agir contre les changements climatiques, la plupart ont indiqué que l'industrie, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, et la population ont tous un rôle à jouer sur ce plan. Beaucoup croyaient que les sociétés privées comptent parmi les plus gros émetteurs, et que l'industrie doit donc être la première responsable d'atténuer les effets des changements climatiques. Peu s'attendaient toutefois à ce que les acteurs du secteur pétrolier et gazier, par exemple, prennent eux-mêmes l'initiative de réduire leurs émissions. De l'avis général, la tâche de réglementer les grands émetteurs incombait au gouvernement du Canada.

### **Développement économique Canada pour les Prairies (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de collectivités rurales de l'Alberta, jeunes adultes de grandes villes des Prairies)**

Les participants de trois groupes ont eu une courte discussion au sujet de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). Lorsque nous leur avons demandé où ils s'attendraient à trouver des ressources pour le financement et le soutien aux entreprises, beaucoup ont mentionné les sites Web des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux. Quelques-uns supposaient également qu'ils entendraient parler de tels soutiens par d'autres propriétaires d'entreprises ou auprès d'institutions financières (une banque par exemple), qui d'après eux offraient aussi des subventions et des prêts aux entreprises canadiennes.

Tous groupes confondus, aucun participant n'avait entendu parler de PrairiesCan. Questionnés sur le mandat possible de cet organisme, certains ont indiqué qu'il consistait probablement à financer et à soutenir les entreprises établies dans les Prairies ou actives dans le secteur agricole. Quelques personnes ont émis l'opinion que le gouvernement fédéral devrait s'appliquer à promouvoir ce genre d'organisme, car de nombreux propriétaires d'entreprises canadiennes n'étaient pas au courant des soutiens à leur disposition.

### **Données désagrégées (Ontariennes âgées de 55 ans ou plus, musulmans de grandes villes du Québec, résidents de la RGT ayant immigré dans les dix dernières années)**

Les participants de trois groupes ont discuté d'une nouvelle initiative de Statistique Canada consistant à produire des données désagrégées. Très peu connaissaient le concept ou savaient en quoi les données désagrégées pourraient servir au gouvernement du Canada. Après leur avoir donné quelques précisions, nous avons demandé aux participants s'ils croyaient que cette approche procurerait des avantages aux Canadiens. Plusieurs supposaient qu'en séparant les données selon des sous-catégories précises, le gouvernement fédéral aurait une compréhension plus complète des enjeux vécus par la population et des nuances qui caractérisent ces enjeux en fonction des régions et de critères démographiques. Tous les participants ou presque voyaient là un pas dans la bonne direction, susceptible d'avoir des effets positifs sur la vie des gens et en particulier sur les groupes vulnérables ou marginalisés.

Chaque groupe a ensuite pris part à un exercice consistant à évaluer une série de formulations qui pourraient servir à expliquer aux Canadiens la notion de désagrégation des données et son utilité. Dans chacun des groupes, la phrase *Des données sur la diversité pour un Canada équitable* a reçu un appui majoritaire. Plusieurs participants trouvaient qu'elle décrivait très justement l'intention de l'initiative : mieux comprendre la population diversifiée du Canada et permettre des décisions plus équitables sur le plan des politiques. Selon eux, en mettant l'accent sur l'équité, cette phrase parvenait à communiquer le principal objectif de la désagrégation des données. Plusieurs ont aussi aimé la formulation *Des données sur la diversité pour une meilleure prise de décision*. De leur point de vue, elle rendait bien l'importance accordée à la diversité dans le cadre de cette initiative et son objectif d'améliorer la prise de décision à l'échelle fédérale.

---

**COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

---